





Nicolas Sarkozy veut gêner la gauche;

en réalité, il ébranle la cohésion nationale

Par Guillaume Bachelay

LE MONDE – 06.11.09

A trop vouloir singer les <u>Florentins de Machiavel</u>, on oublie la ruse de la raison chère à Hegel. Cette vérité, le président de la République pourrait en faire la cruelle expérience avec le "vrai débat sur l'identité nationale" qu'il vient de relancer par l'entremise de son ministre de l'immigration. Il croit tendre un piège à la gauche. Pour peu que celle-ci parle et qu'elle parle juste, le retour de bâton pourrait lui être fatal.

Nicolas Sarkozy veut diviser la gauche ? Qu'il médite le précédent survenu de l'autre côté de l'Atlantique. Loin de refuser le débat sur les "valeurs américaines", <u>Barack Obama</u> s'est délibérément placé sur ce terrain pour montrer qu'il était le dépositaire de la promesse des Pères fondateurs, bafouée par G.W. Bush et les néoconservateurs.

Eric Besson veut fédérer la droite ? Il a encore à apprendre du camp qu'il a rallié. Tout le monde n'y accole pas nation et immigration ! Il existe une droite républicaine dans notre pays, qui n'a pas oublié Romain Gary, né Kacew en 1914 à Vilnius, compagnon de la Libération, diplomate, écrivain, qui affirmait au crépuscule de sa vie : "Je n'ai aucun problème d'identité. Je me sens insolemment français."

L'UMP veut séduire l'extrême droite ? En 2007, son candidat l'a emporté parce qu'il a siphonné les voix du Front national, mais ces vases communicants électoraux avaient un prix : contre les bandes, "le Kärcher"; contre l'individualisme, "la liquidation de Mai 68"; contre le monde interdépendant, "l'immigration choisie". Deux ans et demi plus tard, alors qu'approchent les élections régionales, voilà que "la terre ne ment pas". En pure perte : les "ultras" n'en ont jamais pour leur argent...

L'"opération identité" téléguidée par l'Elysée ne met nullement le Parti socialiste dans l'embarras. Nous sommes le premier parti d'élus locaux du pays. De la mairie au monument aux morts en passant par l'école, nous montrons chaque jour notre attachement à la nation fédératrice, éducatrice, protectrice. Ont aussi été tirées les leçons des années de gouvernement et de ce qui coupa le PS de son ancrage populaire, ce technocratisme mâtiné d'élitisme qui n'évoquait l'histoire de France que pour demander pardon.

L'année du 150^e anniversaire de la naissance de Jaurès, la gauche n'a aucun souci avec l'identité française. A nos yeux, elle signifie encore et toujours République. De Renan à Lavisse, la France s'est forgée contre une conception ethnico-nationale fondée sur des critères d'appartenance. Quand la "francitude" vire à l'étouffoir, comme avec la colonisation ou sous Vichy, notre pays éteint les Lumières et vit des nuits noires.

L'identité républicaine a plus de résonance encore avec la crise. Le chômage explose. La désindustrialisation fait des ravages. Les déficits publics s'accumulent. Pour nos concitoyens,







le problème central, c'est la question sociale. Sur ce débat-là, le gouvernement reste discret ! Et pour cause : au lieu de réduire les inégalités, ses choix budgétaires et fiscaux les aggravent. Pire, il abîme les invariants qui, par-delà les conditions économiques et les alternances politiques, cimentaient la France : la séparation du politique et du religieux, une diplomatie singulière, une morale élémentaire qui ne faisait pas de l'argent la mesure de toute chose. Sur ce chemin républicain, nous vivons actuellement une dangereuse embardée.

L'identité de la France, au dedans comme du dehors, ce sont d'abord les droits de l'homme. Qu'en reste-t-il lorsque sont renvoyés des réfugiés dans un pays en guerre ? L'identité de la France, c'est la laïcité. Pourquoi la qualifier de "positive" : ne l'était-elle pas sans épithète ? Et à quoi rime la prétendue supériorité du prêtre sur l'instituteur "dans la transmission des valeurs"?

L'identité de la France, c'est l'universalisme. Mais alors, pourquoi l'ethnocentrisme du discours de Dakar sur l'homme africain ou l'occidentalisme qui sous-tend le retour au sein du commandement intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ?

L'identité de la France, c'est l'égalité. Entre 2002 et 2009, 5 % des Français les plus aisés ont bénéficié des deux tiers des 30 milliards de baisses d'impôts. Quant à notre système de protection sociale, fondement du modèle français et amortisseur de crise de l'aveu même de ses contempteurs, il est attaqué de tous côtés : santé, retraites, accidents du travail, chômage, rien n'échappe au rasoir libéral.

Enfin, l'identité de la France, c'est la liberté qui consiste aussi à ne pas imposer ces grands principes à coups de matraque ou de règle. C'est par la force de son projet que la République, fille de la raison, veut l'adhésion de tous les Français. On n'impose pas une identité : on la construit.

Par le respect des personnes et des engagements. C'est probablement là que le sarkozysme pèche le plus.

Par calcul et tempérament, il divise au lieu de rassembler, comme si, pour faire nation, il fallait trier "le bon grain de l'ivraie", le "bon" jeune et le délinquant, la France qui "se lève tôt" et celle qui est exclue du marché du travail.

Par idéologie, il stoppe les moteurs de la cohésion nationale. Où sont le plan Marshall pour les banlieues, les crédits pour les associations des quartiers populaires, les dotations pérennes pour les collectivités locales, le soutien aux services publics, Poste, hôpital, police, justice, et à leurs agents ? Et l'école de l'égalité réelle, où est-elle, à l'heure de la ghettoïsation, de la fin de la carte scolaire, de la suppression par milliers de postes de professeurs ?

Décidément, dans ce "débat", le Parti socialiste n'a pas à avoir honte. Il est temps qu'il se dresse face aux tenants de l'identité Fouquet's pour leur dire comme Jaurès aux démolisseurs d'il y a un siècle : "Puisque vous désertez la politique républicaine, c'est nous, socialistes, qui la ferons."

Guillaume Bachelay est secrétaire national du Parti socialiste.